

Face à la contre-révolution qui vient...

Category: Arguments et analyses
écrit par jmfouquer | 16 février 2025

Pour Claude Debons, la stratégie de Jean-Luc Mélenchon mène la gauche à une impasse. Les affrontements et les polémiques découragent. Il faut ouvrir une autre voie en travaillant à la remobilisation populaire qui avait permis de faire barrage à l'extrême droite aux dernières législatives. À défaut, la nouvelle contre-révolution gagnera.

Face à la contre-révolution qui vient ... où va le NFP ?

Par **Claude Debons**. Le 09.02.2025

Des tensions au sein de NFP

Le Nouveau Front populaire (NFP) connaît à nouveau des tensions qui menacent sa cohésion et sa pérennité. Est-ce bien raisonnable alors que la contre-révolution trumpienne s'avance menaçante, que la droite s'extrême-droitise au point que des alliances avec l'extrême droite deviennent chaque jour un peu plus possible ? Un sursaut pour l'unité est nécessaire pour conjurer le pire comme y appellent et y travaillent plusieurs initiatives en cours. Là est le chemin de la responsabilité plutôt que dans des déchirements qui en sont pathétiques tant ils sont éloignés des enjeux essentiels.

Suite à la division de la gauche et des écologistes sur la tactique à adopter face au vote de la censure, les insoumis se sont livrés à une surenchère de dénonciation de leurs adversaires préférés, les dirigeants socialistes. Autant la controverse est légitime entre des points de vue différents (et je précise que, pour ma part, j'aurais voté la censure), un pas ignoble et imbécile est franchi quand on publie des visuels associant des figures du PS et des figures du RN, présentées comme des alliés objectifs de la macronie (ces visuels ont été retirés depuis de leur site).



Faire réussir le

**NOUVEAU
FRONT
POPULAIRE**

Faire réussir le nouveau Front populaire

La démarche de négociations des socialistes, un temps accompagnée par les écologistes et les communistes, pouvait s'entendre. Il fallait éviter de nourrir des illusions quant aux « victoires » à en attendre vu le contexte. Cela avait du sens s'il s'agissait d'une démarche visant à démontrer que le blocage était du côté de Macron et Bayrou et à condition de négocier en ne rabaissant pas au fur et à mesure les exigences posées au départ. Le risque étant de se retrouver en difficulté quand sera connu par exemple le résultat de la

négociation sur les retraites. Et en n'oubliant pas qu'une démarche « syndicale » ne fait pas une stratégie politique.

Les quelques « avancées » obtenues ne sont-elles pas le rideau de fumée qui masque l'essentiel qui se passe en même temps ? À savoir la reprise bruyante par le couple Retailleau – Darmanin, rejoints par Bayrou, des obsessions de l'extrême droite. Pour l'affaiblir en répondant aux « sentiments de submersion » des français, diront-ils. Mais en contribuant de fait à un socle idéologique commun pour de futures « collaborations » parlementaires... ou gouvernementales à l'issue de prochaines législatives, comme on commence à l'observer en Europe.

La décision du Parti socialiste de ne pas voter la censure est critiquable. Elle sème de fait la confusion sur le front commun à opposer à un gouvernement qui poursuit l'orientation macronienne. Effectivement, même si le style change, le fond reste, et la dérive vers les idées de l'extrême droite s'accroît. La gauche unie contre un budget adopté de fait par la droite et l'extrême droite, l'image aurait été plus claire.

L'argument officiel de la « stabilité » du pays à préserver trouve sans doute une majorité dans les sondages d'aujourd'hui. Mais, demain, quand s'appliqueront les mesures antisociales découlant du budget, quel sera le bénéfice ? Est-elle dictée comme on l'entend parfois par le besoin de ne pas précipiter les échéances électorales car « on n'est pas prêt » ? Triste aveu de faiblesse alors, mais ce « temps gagné » permet-il de ralentir la progression du RN ? S'agit-il d'une tentative maladroite de se dégager de l'emprise encombrante de Jean-Luc Mélenchon ? Dans ce cas, le pas de côté opéré n'est pas la meilleure réponse.

S'agit-il de manœuvres préparatoires d'un congrès à venir pour étouffer certaines oppositions de la droite du PS ? Mais, dans ce cas, en croyant endormir les opposants, on risque de semer le désarroi chez ses partisans. Résulte-t-elle d'un changement

de stratégie et d'alliance, comme le proclament les Insoumis ? Il serait dicté par une prise de pouvoir de Hollande and Co... qui ne s'est pas encore produite ! À moins que ne soient en train de se redéfinir une de ces fameuses « synthèses » chère aux congrès socialistes qui, selon son centre de gravité à venir, définira quelle orientation sera suivie et quel premier secrétaire l'incarnera. On ne sait.

Dès lors, pousser les feux des procès en trahison irrémédiable et en excommunication définitive sur cet épisode des motions de censure est irresponsable. Du moins si l'on a le souci de l'intérêt général de la gauche et du pays. C'est le congrès socialiste qui dira si l'union de la gauche et des écologistes a vécu, ce qui serait très dommageable et irresponsable, ou pas. Dès lors, quel but poursuit la réaction extrême des insoumis et sur quoi s'appuie-t-elle ?

Un rappel historique



Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg
Timbre de 1949 © Domaine public

Des commentateurs érudits ont vu dans la montée des tensions aux extrêmes entre PS et LFI une réédition des années 30 en Allemagne. Mais l'Histoire ne se répète qu'en farce. Petit retour historique donc. En 1890-1914, la social-démocratie allemande est à son apogée. Elle se fracture sur l'attitude face à la guerre qui vient. La majorité réformiste vote les crédits de guerre, s'alignant ainsi sur le militarisme prussien. La

minorité autour de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg s'y oppose, ils seront réprimés.

Le fossé se creuse quand la révolution spartakiste de 1919 est écrasée par la soldatesque et Liebknecht et Rosa Luxemburg assassinés... sous un chancelier social démocrate (Friedrich Ebert). Un fossé de sang s'est ainsi creusé entre le SPD (social-démocrate) et le KPD (communiste) fondé début 1919.

Dans les années qui suivent, l'Internationale communiste et le KPD en tirent la conclusion que « la social-démocratie et le fascisme sont deux frères jumeaux ». La ligne « classe contre classe » est adoptée. Ils réservent leurs coups plus contre le SPD que contre le NSDAP dont ils sous-estiment la menace. C'est la stratégie dite de « troisième période » de l'IC. Depuis son exil au Mexique, Trotsky appelait désespérément au dépassement de la division et au Front Unique des partis ouvriers allemands pour s'opposer à la montée du fascisme. En vain. Hitler put vaincre séparément les oppositions divisées du SPD et du KPD et, avec l'appoint de la droite conservatrice, accéder au pouvoir en 1933.

Croyant toujours être dans une dynamique révolutionnaire, l'IC et le KPD n'ont pas perçu à temps la contre-révolution fasciste qui s'avancait. Ernst Thälmann, le chef du KPD, alla jusqu'à dire en 1931 : « Après Hitler, notre tour ». Non, ce fut Buchenwald où il mourut courageusement. Mais le courage ne rattrape pas les erreurs de stratégie initiales. Effrayés par la victoire de Hitler et l'écrasement en marche du mouvement ouvrier allemand, Staline et la direction de l'IC opérèrent un tournant brutal : en avant vers les Fronts populaires ! Un peu tard pour éviter la tragédie mondiale qui allait suivre.

La stratégie de Jean-Luc Mélenchon

Pourquoi ce rappel ? Parce que cette « leçon allemande » – le Front Unique des partis ouvriers contre le péril fasciste –

vaut pour aujourd'hui face à la menace de l'extrême droite. Parce que, toute proportion gardée, la stratégie de Jean-Luc Mélenchon est nourrie depuis 2010 d'une illusion révolutionnariste.

À la fondation du Parti de Gauche en 2008, le projet était de fonder un « parti-creuset » qui fusionnerait le meilleur des traditions et cultures de la gauche et de l'écologie, avec l'ambition d'être au cœur de la gauche pour l'influencer toute entière. Un document programmatique fut élaboré en ce sens.



Manifestation du Parti de gauche pour une 6e république 7 mai 2013 © Philippe Leroyer

Ce projet fut brutalement abandonné en 2010 pour opérer le tournant populiste vers « le bruit et la fureur ». Plus besoin d'un parti de masse avec ses débats, résolutions et congrès, une perte de temps. Dans une situation prérévolutionnaire, un petit parti discipliné et un grand leader charismatique s'adressant directement au peuple suffiraient pour entraîner les masses à la conquête du Palais d'Hiver (comprendre l'Élysée) sans se contraindre à des constructions d'alliances politiques et sociales durables.

Nourri de ses voyages vénézuéliens, équatoriens, argentins, des lectures d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, il projetait leur modèle de révolution citoyenne sur la France et l'Europe. Il occultait ainsi les grandes différences de formation sociale, traditions politiques et autres qui ne permettaient pas cette transposition. Il fut encouragé dans cette vision par le déferlement des révolutions arabes. Éminemment

positives dans leur dimension d'exigence démocratique, il en sous-estima les contradictions et limites qui allaient les fracturer et conduire à leur détournement ou écrasement. Et il vit enfin, dans la Grèce tentant de résister aux exigences de fer de l'ordolibéralisme germano-européen, les prémises d'une dynamique révolutionnaire qui allait gagner toute l'Europe...

Avec le recul, quinze ans après, on aurait pu penser que JLM réaliserait qu'il fallait sérieusement affiner la grille d'analyse de la situation hexagonale et européenne et se souvenir de l'enseignement de Mitterrand qu'il adula en son temps (la nécessité de rassembler la gauche pour gagner). D'autant que, tout au long de cette période, c'est l'extrême droite qui est en progression. C'est leur idéologie qui gangrène la droite traditionnelle et la droite macronienne et sature l'espace public. Curieusement, il n'en est rien. Et chez les jeunes gens intelligents qui l'entourent, aucune interrogation ne semble poindre contre ces errements fantasmagoriques.

On est obligé de se poser la question : croient-ils vraiment à ce récit épique de la révolution qui vient, tellement il est éloigné du réel qui voit la contre-révolution s'avancer ? Ou bien se sont-ils enfermés dans un univers parallèle dont ils ne peuvent plus sortir sous peine de voir s'effondrer la prescience et la vision du grand leader ? Pourtant, si les formes d'organisation ont évolué (le mouvement gazeux vertébré par le POI), cette « analyse » perdure, comme on l'a vu encore à l'occasion du mouvement contre la réforme des retraites en 2023.



Jean-Luc Mélenchon Marche du 21 janvier 2023 © Rémi Simonnin

Au soir du 21 janvier 2023, lors de la manifestation nationale (modeste) LFI-Nupes contre la réforme des retraites, JLM proclamait « un nouveau Front populaire est né »... alors même qu'il venait de se fâcher avec tous les leaders syndicaux pour avoir voulu prendre la tête de la lutte à leur place ! Pendant le mouvement, lui et ses proches ont fait état de « 1789 en marche » !

Et à son Université d'été, il condamne le fait qu'il n'y ait pas eu de quasi-fusion syndicats partis dans la conduite de la lutte. Cela lui vaudra une mise au point de Sophie Binet sur l'indépendance syndicale et les relations syndicats partis. Au milieu de tout ça, un moment de lucidité ou de désarroi. Dans une note de blog, en juin, il s'inquiète de voir l'extrême droite étendre son ombre sur

l'Europe, la social-démocratie danoise tourner à l'extrême droite contre les immigrés et, en France, toujours dans la nuance, les fantômes de Doriot et Déat, revenir hanter le PC et le PS !

J'ai récemment discuté avec un camarade qui est à LFI. Il me confirme cette croyance du discours officiel dans une situation prérévolutionnaire dont les quartiers populaires et la jeunesse seraient les fers de lance. Qu'il y ait du mécontentement dans les quartiers populaires, je peux en témoigner, j'y vis. Que les discriminations racistes exaspèrent, évidemment ! Qu'il y ait de la colère dans la jeunesse, assurément. Que plus largement dans notre pays, il y ait un mécontentement social profond, un rejet des politiques néo-libérales et de son exécutant Macron, bien sûr.

Mais les mobilisations vigoureuses et massives contre la réforme des retraites n'ont vu que des grèves limitées (la classe ouvrière frappée par la mondialisation néolibérale n'est plus ce qu'elle était). Et il manque la conscience claire du projet de transformation et de l'alternative de gauche crédible. D'où l'abstention et la captation par l'extrême droite d'une partie du mécontentement.

Les perspectives du « socialisme » et du « communisme » qui furent, tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier, un puissant horizon et stimulateur des luttes, ne sont plus et n'ont pas été remplacées. On ne peut pas faire l'économie de la construction de l'alternative et d'un rassemblement à vocation majoritaire pour donner une perspective plus large aux luttes.

La stratégie de Jean-Luc Mélenchon est ainsi fondée sur une

surestimation quant à la réalité des mobilisations et des niveaux de conscience. Du coup, son discours ne parle vraiment qu'aux franges radicalisées de l'électorat de gauche. Il a cependant bénéficié un temps de l'effondrement du PS et donc du vote utile qui lui a permis des scores importants à deux présidentielles. Mais il n'a pas réussi à rassembler suffisamment pour aller au second tour et, a fortiori, pour gagner. Et il est douteux qu'il puisse y parvenir à nouveau dans l'avenir.

Une stratégie qui surestime la combativité et la conscience s'exprime par des excès dans les discours et les actes qui isolent ses auteurs. Évidemment, s'ajoutent à cela des « méthodes », héritées du « lambertisme ». La brutalité politique, l'incapacité aux compromis et aux synthèses pour rassembler largement, la conception des accords non pour une construction durable, mais comme un outil de domination des partenaires, tendent les relations. Tous derrière et lui devant, ça ne marche qu'un temps.

Voilà pour l'explication sophistiquée du bruit et de la fureur. Il y en a une plus triviale, mais complémentaire. Mélenchon veut écraser les autres forces de gauche, et au premier chef le PS, seul obstacle sérieux à son ambition d'hégémonie sur la gauche. Il considère que les Verts sont « ailleurs », donc peu gênants.

Le PCF, déjà affaibli avant, a été mis sous le boisseau dans l'alliance du Front de Gauche. Le PS est descendu aux enfers après le quinquennat Hollande et le score d'Hidalgo à la présidentielle (1,7 %). Il n'est parvenu à se redresser nationalement que dans le cadre d'une alliance à gauche (Nupes puis NFP). La quitter comme le prônent certains (Hollande, Cazeneuve, Glucksmann, etc.) pour rejoindre les



Jean-Luc Mélenchon

rivages centristes pourrait conduire à depixel art portrait sérieux déboires. D'autant que © OmegaFallon l'implantation locale (municipalités, départements et régions) n'est pas une assurance-vie éternelle quand s'érode la crédibilité nationale. C'est ce que montre l'exemple des Radicaux de gauche et du PCF qui, après leur érosion nationale, ont vu leurs implantations locales s'éroder aussi. Mélenchon sait qu'il ne sera pas adoubé par les autres comme candidat unique de la gauche.

Dans ces conditions, l'éclatement du NFP, dès lors qu'il arriverait à faire porter la responsabilité de la rupture au PS, ne serait pas pour lui déplaire. Il croit encore qu'en cas de plusieurs candidatures à gauche, il aurait la capacité d'arriver en tête. Il s'estime fort d'un socle électoral incompressible d'une dizaine de pour cents qu'il se fait fort d'élargir dans une dynamique de campagne présidentielle comme il l'a fait en 2017 et 2022. Et si la droite avait la bonne idée de se déchirer autant que la gauche avec plusieurs candidats, il espère trouver un trou de souris pour accéder au deuxième tour. Et si Marine le Pen était empêchée...

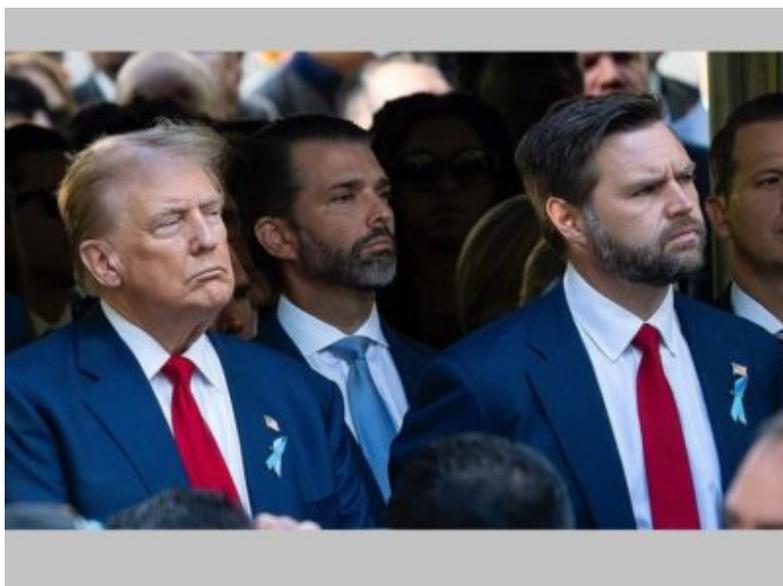
Seule différence, mais de taille, son image et celle des insoumis se sont fortement dégradées ces dernières années. Quand tous les sondages indiquent que JLM est considéré comme plus dangereux pour la démocratie que Mme Le Pen, il devrait s'inquiéter.

Une nouvelle contre-révolution

Nous avons subi quelques décennies de contre-révolution néolibérale illustrée par cette déclaration de Warren Buffet : « Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui la mène, et nous sommes en train de la gagner », *New York Times* 26.11.2007. Des coups

sévères ont été portés aux droits des travailleurs, aux protections sociales, aux services publics, au tissu industriel. Le Capital cherche un partage des richesses toujours plus à son profit. Mais cela n'a pas suffi à restaurer les taux de profits. Ils veulent aller plus loin dans le démantèlement social. Cela ne peut se faire sans un durcissement autoritaire qui pourrait passer par des alliances entre droite conservatrice et extrême droite, comme on en voit l'amorce en Europe.

Ce qui s'annonce, dans un bruit et une fureur d'une tout autre ampleur, c'est une nouvelle contre-révolution. Son appellation et son cap oscillent encore : libertarienne, techno-féodaliste, national-capitaliste, oligarchique, impériale, prédatrice. Elle vise cette fois au démantèlement de pans entiers de services étatiques, du droit et des solidarités internationales, des dépenses sociales, des régulations publiques, des règles démocratiques, du vivre ensemble, etc. Le tout au profit d'une oligarchie à la puissance et la richesse jamais atteinte.



Donald Trump et JD Vance lors de la cérémonie de souvenir du 11 septembre à NYC © Domaine public

Lucide, mais tardivement, Joe Biden a délivré un avertissement lors de son départ de la Maison-Blanche : « une oligarchie dotée d'une richesse, d'un pouvoir et d'une influence extrême est en train de prendre forme en Amérique et menace directement notre démocratie tout entière ». Elle ouvre aussi une ère de confrontations internationales aux

conséquences
imprévisibles avec la
Chine au premier chef et
le reste du monde menacé
par des volontés
dominatrices et
prédatrices (Panama,
Groenland, Canada, Gaza,
Afrique du Sud...). Les
peuples du monde ont
tout à craindre.

Cette contre-révolution qui s'avance s'illustre dans la tronçonneuse de Milei en Argentine et dans les décisions brutales et fanatiques de Trump et de ses oligarques fascisants. Déjà les extrêmes droites et les droites extrêmes européennes tendent une oreille attentive à cette musique qui tonne comme des tambours de guerre. Elle leur est agréable pour combiner néo-libéralisme, xénophobie, autoritarisme, autocratie, voire plus encore. L'impulsion vient de la première puissance économique et militaire mondiale.

L'onde de choc du « *America first* » et du « *Make America great again* » sera plus violente et imprévisible que la précédente. Les premières réactions de l'UE manquent pour le moins de consistance et d'imagination, de courage tout simplement. Mme Lagarde qui préside la BCE nous dit que pour éviter les droits de douanes, il faut acheter américain, des armes notamment (et tant pis pour l'indépendance stratégique). Et Mme Von der Layen que pour rester compétitif, il faut déréguler (et tant pis pour le développement social et écologique). Il serait temps pour la gauche de prendre conscience de ces défis et de s'y préparer.

Ouvrir une autre voie

Pour revenir plus terre à terre, l'affrontement infernal entre Mélenchon-Hollande et les polémiques incessantes entre

partenaires du NFP qui saturent l'espace médiatique qui en fait ses choux gras, est une impasse pour la gauche et désespérante pour ses partisans. Quand la tempête se lève sur la mer, on ne peut pas faire confiance à un corsaire dont le compas s'est dérégulé et qui risque de nous conduire sur les récifs. Et on ne peut pas non plus faire confiance à un capitaine de pédalo qui s'est soumis au premier froncement de sourcil à la Finance, dont il avait pourtant annoncé qu'elle était son ennemi, et qui sera balloté au gré des courants.

C'est une autre voie qu'il faut ouvrir en travaillant à la remobilisation populaire. Celle-ci avait permis de faire barrage à l'extrême droite aux dernières législatives.



Cette remobilisation populaire unitaire peut-elle prendre une ampleur suffisante pour ramener les partis à la raison et faire prévaloir l'esprit d'unité sur les tentatives hégémoniques ? Peut-elle faire surgir en son sein une candidature puissante et rassembleuse pour la présidentielle susceptible de dissuader ou d'écraser des candidatures unilatérales de division

?

Des initiatives se cherchent en ce sens. Une coordination de collectifs citoyens unitaires du NFP avec l'aide de la Fondation Copernic est en cours. Un appel de syndicalistes pour un sursaut unitaire à gauche a été lancé. Les initiatives de « Gagnons ensemble » ou de « Victoires populaires » se développent. Des réflexions sont en cours sur les mêmes préoccupations dans le monde syndical et associatif, le mouvement social ou la « société civile ».

Et, dans le champ politique aussi, des forces ne renoncent pas à l'unité et s'emploient à la défendre. L'inquiétude partagée devant une situation délétère nourrit la recherche d'une issue positive. Pour l'instant, ces démarches diverses n'atteignent pas une masse critique suffisante pour changer la donne, mais elles indiquent le chemin à suivre. Il faut persévérer si l'on ne veut pas qu'une multiplication de candidatures à gauche ne conduise à un deuxième tour Retailleau-Le Pen. Bon courage alors pour faire front républicain !